

3^e CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI 18-23 mai 2014 Berlin



RENFORCER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

PROJET de déclaration du Congrès

Table des matières

Introduction	3
L'économie mondiale	4
La main-d'œuvre mondiale	7
L'action climatique	8
La paix et la démocratie	9
Conclusion	10

Introduction

Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement. Plus de 50% de la population mondiale a été touchée, directement ou dans son milieu familial, par le chômage ou la réduction du temps de travail, plus de 50% occupe un emploi précaire ou irrégulier et 40% lutte pour survivre dans le désespoir de l'économie informelle. Il en résulte une profonde méfiance envers les institutions.

Les gouvernements et les institutions internationales ne sont pas parvenus à garantir des démocraties sûres et inclusives aux citoyens ni une planète durable pour le 21^e siècle.

Ils n'ont pas réussi à construire des économies stables, et ce au prix d'un coût énorme pour les travailleurs/euses et leur famille et communauté;

Ils ne se sont pas attaqués aux menaces climatiques; et

Ils n'ont pas renforcé la démocratie ni contribué à la paix mondiale.

Les citoyens perdent de plus en plus confiance dans leur gouvernement dans la mesure où il donne priorité aux intérêts des entreprises plutôt qu'aux nécessités, aux préoccupations et aux moyens de subsistance des travailleurs et des travailleuses.

L'économie mondiale

Les politiques « d'ajustement structurel » des années 1980 et 1990 ont paralysé le développement dans les pays plus pauvres et, aujourd'hui, « l'austérité » a nui à la croissance et à l'inclusion dans de trop nombreux pays développés.

Les pays en développement connaissent de première main la nature de la crise et les inégalités avant que l'avidité excessive de la consommation alimentée par les crédits et les finances non réglementées ne provoque la « grande récession » de 2007.

L'économie mondiale n'est pas plus solide aujourd'hui qu'il y a sept ans et nous sommes désormais confrontés à une crise amère du chômage et de l'inégalité qui paralyse tant nos économies que nos sociétés.

Les entreprises et leurs partisans politiques ont profité de la grande récession pour inverser l'équilibre des pouvoirs résolument en faveur des grandes entreprises au détriment des citoyens et pour balayer des décennies de progrès accomplis par les syndicats et d'autres forces progressistes, portant atteinte à la démocratie.

Deux générations d'avidité des entreprises ont exacerbé les inégalités croissantes, ont intensifié la marginalisation d'une génération de jeunes, ont ralenti la croissance mondiale et ont renforcé le désespoir représenté par une économie informelle croissante où les règles ne sont tout simplement pas appliquées – un secteur où les femmes, les migrants et les jeunes sont surreprésentés.

En dépit des preuves accablantes attestant que leurs politiques néolibérales sont destructives et ne fonctionnent tout simplement pas, les institutions financières internationales continuent de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils se plient au pouvoir des marchés financiers, cédant ainsi à l'intimidation. Elles n'ont ni prédit ni prévenu la crise économique et ne parviennent toujours pas à réglementer l'avidité et la destruction du capital spéculatif.

Selon les meilleurs pronostics, nous traversons une période de stagnation prolongée.

Le Sondage mondial de la CSI 2013 a révélé qu'une famille de travailleurs sur deux est directement touchée par la perte d'emplois ou la réduction du temps de travail. Les jeunes femmes en sont particulièrement touchées.

Plus de la moitié de la population mondiale affirme que ses revenus ont diminué par rapport au coût de la vie au cours des deux dernières années.

Cinquante-neuf pour cent de la population n'est plus en mesure d'économiser.

Les inégalités des revenus ont augmenté dans 17 des 24 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.

Le rapport de l'OCDE « Croissance et inégalités » révèle que, même si le revenu disponible a, en moyenne, augmenté chaque année de 1,7% entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000, la distribution de cette croissance s'est avérée très inégale. Le décile supérieur a connu une croissance annuelle moyenne de 1,9% alors que le décile inférieur n'a augmenté que de 1,3%. Par conséquent, le coefficient moyen de Gini dans les pays de l'OCDE, qui se situait à 0,29 au milieu des années 1980, a augmenté de pratiquement 10% jusqu'en 2010.

Le dernier rapport de l'OCDE (2013), comprenant des données mises à jour sur les inégalités pour les années de crise jusqu'en 2010, n'indique aucun renversement de la tendance aux inégalités – bien au contraire. Les inégalités du revenu du marché ont davantage augmenté et plus rapidement qu'auparavant. L'accroissement entre 2008 et 2010 a été aussi important que durant les douze années avant la crise.

Dans le monde en développement, alors que l'indice numérique de pauvreté, déterminé à 1,25 USD par jour (PPP), est passé de 43,1% en 1990 à 20,6% en 2010, plus de 1,2 milliard de personnes continuent de vivre en dessous de ce seuil très bas et dans des conditions de privation extrêmes (Banque mondiale 2012).

Ce que les institutions financières refusent d'admettre est que l'augmentation rapide des inégalités de revenus met même en perspective ces réalisations marginales, représentant une menace à toute nouvelle réduction de la pauvreté.

Les tendances au cours des dernières décennies ont montré qu'une croissance rapide n'est pas suffisante pour rendre nos sociétés plus inclusives et équitables. Par exemple, au Botswana, en Chine, au Costa Rica et en République dominicaine, une croissance relativement rapide est allée de pair avec un accroissement significatif des revenus et une baisse de la pauvreté qui étaient bien inférieurs à ce qui était possible.

Toutefois, tel ne doit pas être le cas. Dans des pays ayant un mode de croissance similaire, notamment le Ghana et le Brésil, les fruits de la croissance ont été distribués de manière plus équitable et l'impact sur la pauvreté et le travail décent a été plus significatif, grâce en partie à l'intervention du gouvernement.

Le scandale de l'évasion fiscale par les riches et les entreprises au sein des pays et entre eux s'est conjugué aux coupes dans les services publics, les emplois et la sécurité sociale.

Entre 2000 et 2010, le nombre de personnes couvertes par des conventions collectives a diminué dans deux tiers des pays examinés par le Rapport sur le travail dans le monde de l'OIT (2012).

Des centaines de millions de travailleurs/euses sont privés du droit à un salaire minimum leur permettant de vivre dignement.

Et 75% des personnes bénéficient d'une protection sociale insuffisante, voire inexistante.

Les syndicats aux quatre coins du monde mènent la lutte pour la justice économique et sociale, assortie de politiques basées sur une distribution équitable des revenus plutôt que la promesse creuse de l'austérité néolibérale.

Les gouvernements, à la demande des institutions internationales, sont entrés dans une guerre contre les droits des travailleurs/euses et privilégient les intérêts des banques, des institutions financières et des grandes entreprises aux dépens de ceux de leurs propres citoyens. Seulement 13% des personnes interrogées dans le Sondage d'opinion mondial de la CSI 2013 considèrent que leur gouvernement agit dans l'intérêt des familles de travailleurs.

La CES a enjoint les gouvernements de l'UE d'adopter un « plan de relance ».

La CSI a appelé le G20 à mettre en oeuvre son plan pour la croissance et l'emploi, en commençant par investir mille milliards d'euros dans l'infrastructure et l'emploi tant dans les pays développés qu'en développement – soit la moitié du montant utilisé pour renflouer les banques.

Nous soutenons un accord ambitieux sur le climat, dont on sait qu'il peut aboutir, grâce à des investissements dans l'écologisation de l'économie, à la création de millions de nouveaux emplois durables pour nos enfants et petits-enfants.

Nous demandons un investissement dans l'économie des soins, où la dignité du travail décent signifie la dignité des soins et des possibilités pour nos familles et nos communautés, et nous exigeons que soit mis fin à la sous-évaluation du travail des femmes.

Nous nous mobilisons pour faire de l'égalité des genres une réalité dans le monde et réaliser les droits des femmes au travail, dans leur ménage et dans la société.

L'éducation publique, des soins de santé abordables, la protection des enfants, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, un soutien aux personnes handicapées, des programmes actifs du marché du travail et bien davantage constituent la base de sociétés dignes où des services publics de qualité sont au cœur de l'inclusion sociale.

Nous avons promu des mesures visant à inclure les jeunes, notamment des garanties aux jeunes en matière d'éducation, d'emploi et de protection sociale, moyennant un renforcement considérable des apprentissages afin de leur offrir les compétences nécessaires à une croissance durable et de répondre au potentiel des nouvelles technologies.

Nous avons demandé des actions aux institutions et des politiques qui formalisent les emplois dans l'économie informelle, notamment un socle de protection sociale et un salaire minimum permettant aux personnes de vivre dignement. La protection sociale doit remplacer le soutien aux entreprises qui domine de plus en plus la politique publique. Et nous sommes déterminés à mettre un terme aux atteintes à la négociation collective.

Nous demandons que les objectifs de développement des Nations unies pour l'après-2015 incluent le travail décent, un socle de protection sociale et la justice climatique.

Le modèle du capitalisme du 20^e siècle a échoué et le « Consensus de Washington » doit être enterré à jamais. Agir comme si de rien n'était aujourd'hui, au 21^e siècle, est inacceptable. Nous avons besoin d'un nouvel accord de Bretton Woods qui garantisse un contrat social mondial fondé sur les droits et place l'OIT au cœur de la prise de décisions à l'échelle mondiale. Nous devons reconstruire les économies sur la base de nouveaux modèles économiques au service des citoyens et de leur communauté.

Une justice sociale pour tous, et non pas des bénéfices pour une minorité, doit faire partie de notre futur.

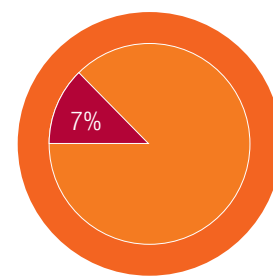
Des nations justes sur le plan social ne pourront être garanties que si la voix collective des citoyens est suffisamment forte. Le travail décent sur des lieux de travail sûrs ne pourra être assuré que si les travailleurs/euses disposent d'un pouvoir suffisant pour négocier de meilleures conditions.

À cette fin, nous devons nous organiser sur notre lieu de travail et dans notre communauté – nous mobiliser pour renforcer le pouvoir des travailleurs/euses afin d'engendrer un changement.

La main-d'œuvre mondiale

Le défi est, toutefois, de taille:

- La main-d'œuvre mondiale s'élève à 2,9 milliards;
- La main-d'œuvre dans l'économie formelle s'élève à 1,7 milliard;
- La main-d'œuvre syndiquée s'élève à 200 millions;
- Les femmes constituent 40% de la main-d'œuvre rémunérée dans le monde, mais représentent moins de 15% des dirigeants syndicaux;
- 50% des travailleurs/euses occupent un emploi précaire ou irrégulier, dont la plupart sont des femmes;
- Le chômage parmi les femmes est plus élevé que celui des hommes, alors que moins de 70 femmes sont actives économiquement pour 100 hommes;
- Le chômage des jeunes s'élève à environ 12% à l'échelle mondiale – deux fois plus élevé que celui des travailleurs/euses plus âgés; et
- 40% de l'économie mondiale est informelle.



L'enjeu central est la croissance syndicale – organiser pour veiller à ce que nous disposions du pouvoir démocratique pour réaliser les droits et façonner un monde du travail qui garantisse des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale tant pour les hommes que pour les femmes.

L'action climatique

Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

L'action climatique n'est pas négociable. Au vu du niveau des émissions de carbone dans l'atmosphère le plus élevé de l'histoire, l'humanité entre en terrain inconnu, vivant bien au-delà des limites que la planète peut supporter. L'occasion de stabiliser les hausses de température à 2% pourrait être perdue. Toutefois, en l'absence de mesures urgentes, les prévisions d'une augmentation de 4% au tournant du siècle pourraient entraîner la destruction et la mort d'un grand nombre de personnes dans le monde entier.

Il y a une voie à suivre pour assurer la survie, mais les gouvernements doivent avoir le courage de l'emprunter.

La CSI accepte l'impératif moral de préserver une planète habitable et de tirer parti des emplois qu'une action climatique peut garantir. Nous demandons un engagement en faveur d'une « transition juste » et nous œuvrerons pour une norme de l'OIT qui oriente l'action des gouvernements et des employeurs.

Nous œuvrerons également pour assurer que le capital de nos travailleurs/euses soit investi dans l'économie réelle, en établissant un objectif initial de 5% des investissements dans l'économie verte d'ici à 2016.

Tous les emplois doivent être plus propres si nous voulons écologiser notre économie et le travail décent doit être au cœur de cette transformation.

Alors que le monde se prépare à conclure un accord mondial sur les émissions et les questions relatives au climat avant le nouveau délai fixé au mois de décembre de 2015, la CSI mobilisera ses membres et leur communauté.

Amener les gouvernements à assumer leurs responsabilités en matière de climat constitue une priorité majeure, tout comme garantir que nous vivions en respectant les frontières planétaires et que les questions essentielles de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et de l'eau soient traitées.

Les syndicats se mobiliseront pour demander à leur gouvernement un accord mondial ambitieux et contraignant en 2015 et continueront de lutter pour la justice climatique, notamment des garanties d'une transition juste.

La paix et la démocratie

Le Congrès réaffirme l'engagement de la CSI pour un monde exempt d'armes de destruction massive et le désarmement, où les Nations unies seraient capables de prévenir des conflits et d'y mettre fin dans et entre les pays. Toutefois, rien ne peut remplacer l'autorité démocratique des citoyens pour garantir la paix et la justice ni la résolution des conflits à travers le dialogue.

La CSI se tient aux côtés de toutes et tous nos camarades engagés dans les luttes pour la libération et le combat pour la démocratie, notamment au Bahreïn, en Égypte, en Libye, en Palestine, en Syrie et en Tunisie.

Nous soutenons, en outre, la demande de paix et de sécurité exprimée par notre peuple dans des nations dévastées par d'intenses conflits et/ou en proie à l'oppression, notamment l'Afghanistan, le Belarus, la Guinée, Haïti, l'Iran, l'Irak, le Mali, la République démocratique du Congo et la Somalie.

Par ailleurs, nous déplorons le déni des droits, en réaffirmant notre position dans la lutte pour obtenir une justice légale et mettre un terme à l'impunité en Colombie, au Guatemala, aux Fidji, au Swaziland, en Turquie et au Zimbabwe.

Nous continuerons de nous opposer à l'oppression infligée par l'État aux femmes et aux migrants, ou aux peuples indigènes, religieux ou de diverses origines ethniques, et de lutter pour mettre un terme à toutes les formes de discrimination, de dénigrement et de harcèlement au travail.

Conclusion

La CSI est déterminée à renforcer le pouvoir des travailleurs – le pouvoir de façonner des sociétés et des économies socialement équitables. Ce Congrès élaborera les plans d'action pour garantir:

- la croissance syndicale;
- des emplois durables, des revenus sûrs et la protection sociale; et
- la réalisation des droits.

L'incertitude à laquelle est confrontée la population provoque la colère et réduit à néant tout espoir. Nous exigeons un plan et un espoir. Des emplois, des emplois et encore des emplois – un travail décent soutenu par un cadre mondial des droits.

Nous avons une vision d'un avenir prometteur pour les travailleurs/euses et leur famille. Grâce à un mouvement syndical mondial fort, nous pouvons façonner un autre avenir économique et social. Un mouvement qui puisse organiser et mobiliser tout le potentiel de ses nombreux membres pour bâtir un front uni contre les intérêts particuliers du capital non réglementé.

La CSI est fière de notre mouvement mondial inclusif de travailleurs et de travailleuses et nous nous tiendrons à leurs côtés ainsi qu'à ceux de leur famille, tout en renforçant le pouvoir des travailleurs/euses en vue de consolider la démocratie, de revendiquer des droits et de négocier un monde socialement équitable.

